30 août 2005 **05.152**

Interpellation Eric Flury

Stagiaires issus de formations commerciales dans l'administration cantonale

Situation:

Il semblerait que depuis plus de trois mois le service des ressources humaines n'a plus de budget pour accueillir des stagiaires en provenance soit de l'Université, soit de la HES-SO, soit de la filière des maturités commerciales ou encore des stages probatoires exigés par de nombreuses écoles professionnelles.

Durée du préstage pour entrer en HES	6 mois
Durée du stage pour l'obtention du diplôme HES	5 mois
Durée du stage pour les candidats à la maturité commerciale	10 mois

Les candidats à ces différents diplômes ou à l'entrée dans ces filières d'études ont de plus en plus de difficultés à trouver des places de stage. Certains déjà n'ont aucune solution et ne pourront pas obtenir leur diplôme dans le temps initialement prévu, alors qu'ils ont terminé leurs études proprement dites et qu'il ne leur manque que le stage de formation. Pour ces jeunes, il y a urgence faute de quoi beaucoup d'entre eux resteront sur le carreau.

Il semblerait qu'une amélioration des finances de l'Etat de l'ordre de 1,4 million de francs est attendue par l'économie des salaires attribués à ces stagiaires. Etant donné que ces derniers varient entre 700 et 1200 francs par mois, selon le degré de formation des stagiaires et compte tenu des différentes durées de stage exprimées plus haut, on remarquera que cette mesure concerne un grand nombre de candidats à l'une des formations commerciales citées ci-devant.

Questions:

– Le Conseil d'Etat est-il décidé à ne pas repourvoir la rubrique budgétaire qui permettrait de poursuivre cette mission dans la formation?

– Le Conseil d'Etat compte-t-il rechercher d'autres solutions afin de poursuivre les efforts en matière financière sans aucunement altérer la formation dans ces filières?

– Le Conseil d'Etat considère-t-il que la recherche de nouveaux partenariats ou qu'un nouvel examen des exigences de rémunération imposées par la HES aux entreprises et administrations qui engagent des stagiaires puisse satisfaire cette double nécessité de formation et d'économie?

– Le cas échéant, le Conseil d'Etat engagerait-il des stagiaires qui, n'ayant pas trouvé de solution auprès d'entreprises privées ou d'autres administrations, ne présenteraient comme seule exigence que celle de pouvoir terminer leur formation?